Nations Unies S/PV.6599



Conseil de sécurité

Soixante-sixième année

Provisoire

6599e séance

Mercredi 10 août 2011, à 10 heures
New York

Président :	M. Hardeep Singh Puri	(Inde)
Membres :	Afrique du Sud	M. Sangqu
	Allemagne	M. Berger
	Bosnie-Herzégovine	M. Barbalić
	Brésil	Mme Dunlop
	Chine	M. Yang Tao
	Colombie	M. Alzate
	États-Unis d'Amérique	Mme Rice
	Fédération de Russie	M. Zhukov
	France	M. Briens
	Gabon	M. Messone
	Liban	Mme Ziade
	Nigéria	M. Amieyeofori
	Portugal	M. Cabral
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Parham

Ordre du jour

La situation en Somalie

11-44895 (F)





La séance est ouverte à 10 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Somalie

Le Président (*parle en anglais*) : En vertu de l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la Somalie à participer à la présente séance.

En vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire, j'invite M. Augustine Mahiga, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie, à participer à la présente séance.

Je souhaite la bienvenue à M. Mahiga, qui participe à la présente séance depuis Mogadiscio, par visioconférence.

En vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M[me] Catherine Bragg, Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et Coordonnatrice adjointe des secours d'urgence, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne maintenant la parole à M. Augustine Mahiga.

M. Mahiga (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je vous félicite de votre accession à la présidence du Conseil au nom de votre pays, l'Inde. Je vous remercie également de me donner l'occasion d'informer les membres du Conseil de sécurité des derniers faits nouveaux en rapport avec le processus de paix en Somalie. Je tiens aussi à remercier le Conseil de l'appui qu'il continue d'accorder au processus de paix en Somalie. La période actuelle pose de grandes difficultés mais ouvre également de grandes possibilités à la Somalie et à la communauté internationale.

En ce moment historique, il me plaît tout particulièrement de m'adresser au Conseil une nouvelle fois depuis Mogadiscio. J'ai rencontré aujourd'hui même les responsables des Institutions fédérales de transition et les personnalités du monde des affaires de Mogadiscio. Nous avons eu un échange sur la manière dont nous pouvons travailler ensemble et intensifier notre action commune en faveur d'une Somalie pacifique et stable.

La situation humanitaire en Somalie et dans la région en général nous préoccupe au plus haut point. L'ampleur des souffrances humanitaires est énorme. La communauté internationale se mobilise pour tenter de relever ce défi hors du commun. L'évolution récente des conditions de sécurité à Mogadiscio, où la situation a changé à une vitesse impressionnante, nous a également fourni une occasion unique d'agir tout en nous exposant à de très graves dangers. Nous serons véritablement en mesure de faire des progrès si nous mobilisons l'appui nécessaire pour tirer au mieux parti de la situation actuelle.

Sur le plan politique, nous nous trouvons également à un moment charnière. La signature de l'Accord de Kampala, le 9 juin, par le Président Cheikh Sharif Cheikh Ahmed du Gouvernement fédéral de transition et par Sharif Hassan Cheikh Aden, Président du Parlement fédéral de transition, a mis fin aux cinq mois d'impasse politique entre les pouvoirs exécutif et législatif sur la voie à suivre. En repoussant les élections d'une année et en prévoyant la mise en place d'une feuille de route assortie de critères clairement définis, d'échéances et de mécanismes de vérification de la réalisation des tâches prioritaires de la transition, l'Accord de Kampala nous place sur une nouvelle trajectoire propice au processus de paix.

Je suis également encouragé par la rapidité avec laquelle l'Accord est jusqu'à présent mis en œuvre. Par un geste digne d'un véritable homme d'État, l'ancien Premier Ministre Mohamed Abdullahi Mohamed a démissionné de son poste le 19 juin, 20 jours avant l'échéance prévue par l'Accord. Le 28 juin, son successeur, le Premier Ministre Abdiweli Mohamed Ali, a été approuvé à une majorité écrasante par le Parlement, cinq jours après avoir été nommé par le Président Cheikh Sharif Cheikh Ahmed.

Le 11 juillet, le Parlement a approuvé à une très grande majorité l'Accord de Kampala, ce qui de fait a prorogé son mandat de trois ans, conformément à la prorogation d'une année accordée au Gouvernement. Le 20 juillet, le nouveau Premier Ministre a nommé un nouveau Cabinet réduit, composé de 18 ministres. Je note avec satisfaction que tous ces changements sont survenus avant les échéances fixées dans l'Accord.

C'est un moment d'une importance critique pour le processus de paix somalien, et pour la Somalie elle-

même. Nous commençons à mener le travail de fond que constitue la mise en œuvre de la feuille de route, laquelle énonce les tâches principales à accomplir au cours des 12 prochains mois. Cette phase démarrera avec l'adoption de la feuille de route au cours d'une réunion consultative sur la fin de la transition en Somalie qui, à la suite de retards malencontreux, aura désormais lieu entre le 4 et le 6 septembre.

Le comité préparatoire, présidé par le Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie (UNPOS) est en train d'achever son travail. Ce matin, il a examiné les détails d'une réunion tenue ici à Mogadiscio sous la présidence du Premier Ministre et en présence du nouveau Cabinet. L'adoption de la feuille de route permettra au peuple somalien de s'approprier le processus, ce qui est fort nécessaire, et signalera clairement que de véritables progrès politiques sont enfin à notre portée.

Le soutien et l'attention clairs et nets de la communauté internationale en cette période de crise seront d'une importance particulièrement cruciale pour consolider et garantir les progrès déjà réalisés. La communauté internationale doit être prête à accorder un appui concret aux volets politique, humanitaire et de sécurité. En même temps, nous mettrons en place une initiative périodique de haut niveau pour veiller au respect des accords conclus et indiquer clairement aux Institutions fédérales de transition que leurs manœuvres d'obstruction ou leur inaction seront lourdes de conséquences.

Le retrait récent et inattendu des insurgés d'Al-Chabab de Mogadiscio constitue également un événement d'importance qui ouvre de grandes perspectives tout en présentant de nouveaux défis. Pour la première fois depuis des années, le Gouvernement fédéral de transition a la possibilité d'exercer son autorité sur l'ensemble de Mogadiscio; ce fait nouveau positif, si l'on en tire effectivement parti, permettra de réaliser plus rapidement des gains politiques et de fournir une aide humanitaire des plus nécessaires aux milliers de personnes déplacées qui, désespérées, se sont rendues à Mogadiscio pour tenter d'échapper à une famine catastrophique.

Bien qu'Al-Chabab ait qualifié son retrait de manœuvre tactique, le fait est qu'il a été contraint de quitter Mogadiscio. Je me dois ici de rendre hommage aux forces du Gouvernement fédéral de transition et de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) pour leur travail acharné et pour les sacrifices qu'elles ont consentis pour faire reculer les insurgés. Le retrait d'Al-Chabab est la culmination de plusieurs facteurs, dont la pression exercée sans relâche par ces forces sur les insurgés.

Mais il faut absolument rappeler que la situation est encore pleine de dangers. Le Gouvernement fédéral de transition et l'AMISOM disposent de ressources limitées pour tirer parti de l'occasion que leur offre le retrait d'Al-Chabab. Des « poches » d'Al-Chabab subsistent encore à Mogadiscio, les conditions de sécurité restent précaires, et les insurgés vont sans doute recourir à des attaques terroristes et à la guérilla contre les forces du Gouvernement fédéral de transition et de l'AMISOM et même, hélas, contre les personnes déplacées et autres civils.

Le retrait soudain des insurgés de Mogadiscio et la progression rapide de la famine ont modifié nos plans de manière radicale. Des événements que nous attendions d'ici un an ou 18 mois sont en train de se produire maintenant même. C'est pourquoi il est indispensable que le Gouvernement fédéral de transition préserve son unité et sa cohésion, qu'il mette en place des structures administratives de base et défende l'ordre public dans les zones qu'il contrôle. En l'absence d'une action immédiate en ce sens, le danger est bien réel que des chefs de guerre et leurs milices profitent du vide créé par le départ d'Al-Chabab. Le Gouvernement fédéral de transition doit assumer sans tarder un rôle de coordination afin de placer les milices locales sous son autorité.

Nous devons également encourager et appuyer la relance des activités économiques à Mogadiscio, notamment au marché de Bakara, poumon commercial de la ville qui, la semaine dernière encore, était contrôlé par les insurgés. Comme je l'ai dit, j'ai rencontré aujourd'hui des dirigeants des milieux d'affaires somaliens et ce qu'ils m'ont dit m'a semblé très encourageant. Ils sont prêts à assumer leurs responsabilités et nous devons les aider.

J'ai le plaisir d'informer le Conseil que le Conseil de sécurité nationale du Gouvernement fédéral de transition s'est réuni et a mis au point pour Mogadiscio un plan de sécurité dans lequel le Gouvernement définit ses priorités, y compris ses besoins en ressources. Ce plan demande à la Force de police somalienne, plutôt qu'au personnel militaire, d'occuper les zones évacuées par les insurgés. J'appelle la communauté internationale à accélérer le renforcement des capacités de la police somalienne afin de donner à

cette institution les moyens entre autres de protéger le nombre croissant de personnes déplacées se trouvant à Mogadiscio. Au fur et à mesure que la police somalienne se déploie dans les zones récemment reprises, nous devons accélérer le déploiement des forces de police et du matériel de l'AMISOM afin d'appuyer les efforts consentis par la police somalienne pour protéger les civils et promouvoir l'état de droit.

À l'UNPOS, nous nous adaptons pour répondre à la nouvelle situation et relever ces nouveaux défis. Nous avions initialement prévu que Mogadiscio serait stabilisée en une année environ, mais nous sommes en train de revoir nos plans afin de nous focaliser sur la situation immédiate. Nous planifions maintenant activement une présence élargie des Nations Unies en Somalie, au lieu de la présence minimale que nous avions envisagée. Il est donc capital pour la Mission que nous obtenions le soutien logistique, notamment la construction rapide d'installations permanentes, pour ouvrir la voie au déploiement de personnel supplémentaire en Somalie, en particulier à Mogadiscio. Une garde militaire supplémentaire, sous la direction de l'AMISOM, doit se charger de garantir la protection et de faciliter la circulation du personnel des Nations Unies à Mogadiscio. Elle est indispensable et requise d'urgence.

Je demande au Conseil d'envisager sérieusement de déployer la garde militaire proposée sur la base des ressources disponibles et de fournir tout ce qu'un tel déploiement implique, afin de faire en sorte que l'AMISOM réussisse à relever ces nouveaux défis et s'adapte à la nouvelle réalité sur le terrain à Mogadiscio.

Le renforcement des capacités de l'AMISOM, notamment pour ce qui est du personnel, de la logistique, de la mobilité, de l'aviation et de la destruction des munitions non explosées, est essentiel à notre stratégie. L'AMISOM doit désormais effectuer une série de tâches supplémentaires complexes, comme la protection des personnes déplacées, la consolidation des positions libérées et la facilitation de l'aide humanitaire. Le commandant de la Force de l'AMISOM, qui est assis ici à ma droite, est confronté au dilemme de devoir déployer ses forces dans une zone de coopération beaucoup plus vaste, alors même qu'il ne dispose pas des moyens clefs pour cela ni de la totalité des effectifs autorisés par le Conseil de sécurité. Il faut noter que les demandes additionnelles qui émanent de la communauté humanitaire aux fins de protéger et de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire sollicitent au maximum les ressources limitées de la Mission.

Des lacunes importantes subsistent dans le dispositif d'appui de l'ONU à l'AMISOM. La Force a besoin d'un financement suffisant, prévisible et durable pour assurer son autonomie, qui passe par la fourniture des services et des articles les plus élémentaires, et néanmoins vitaux, et par la prestation des services faisant partie intégrante de l'appui à toute opération de maintien de la paix. J'appelle le Conseil à envisager d'élargir les mesures d'appui à l'AMISOM afin de couvrir les catégories essentielles à l'autosubsistance de la Mission, et à examiner la question du financement du matériel appartenant aux contingents.

Comme nous tous, je suis gravement préoccupé par la tragédie humanitaire qui se déroule sous nos yeux. Près de la moitié de la population somalienne – 3,7 millions de personnes – a désormais besoin d'être prise en charge et est directement exposée à la famine. Des dizaines de milliers d'individus sont déjà morts. La plupart des personnes vulnérables vivent dans le sud du pays. Comme nos partenaires humanitaires l'avaient prédit, la famine continue de se répandre dans le sud et le centre de la Somalie, et les autres régions sont elles aussi désormais considérées comme des zones de famine. Dans certaines parties du Bas-Chébéli et dans les camps de personnes déplacées à Mogadiscio et aux alentours, plus de 13 enfants de moins de 5 ans sur 10 000 meurent chaque jour à cause de la malnutrition et des maladies liées à la famine. Cela signifie que 10 % des enfants de moins de 5 ans meurent toutes les 11 semaines. Ces chiffres sont vraiment déchirants. J'ose espérer que nous les considérons tous comme rien de moins qu'un appel à l'action immédiate.

En effet, il n'est pas trop tard pour agir. Chaque jour compte. J'engage vivement les membres du Conseil à faire pression auprès de leurs propres gouvernements et de la communauté internationale pour appuyer généreusement l'opération de secours humanitaire qui se déroule actuellement en Somalie. Nous avons besoin d'environ 1 milliard de dollars pour la Somalie, par l'intermédiaire de notre procédure d'appel global, pour éviter que la crise urgente ne s'aggrave. Jusqu'ici, nous avons reçu moins de la moitié de cette somme. Nos partenaires humanitaires travaillent sans relâche et sont prêts à intensifier davantage leurs opérations. Cependant, nos efforts doivent viser en priorité à atteindre tous ceux qui sont

dans le besoin le plus extrême, où qu'ils se trouvent en Somalie.

J'appelle tous les groupes d'opposition en Somalie à déposer les armes pendant le processus de paix et à permettre aux organismes d'aide d'avoir accès à tous les Somaliens ayant désespérément besoin d'assistance.

Comme je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, la Somalie vit un moment extraordinaire de son histoire. Les perspectives de progrès sont grandes, mais les risques et les défis à surmonter sont énormes. C'est maintenant que la communauté internationale doit manifester son engagement et agir pout appuyer solidement le processus de paix, immédiatement et sur tous les fronts. Le peuple somalien ne peut tout simplement pas attendre plus longtemps.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Mahiga de son exposé.

Je donne maintenant la parole à Mme Catherine Bragg.

Mme Bragg (*parle en anglais*) : Je remercie le Conseil de me donner ce matin l'occasion d'informer les membres sur la situation humanitaire qui règne en Somalie.

Depuis notre dernier exposé du 26 juillet, la crise s'est encore amplifiée. Il y a un peu moins de deux semaines, l'ONU déclarait l'état de famine dans deux régions de la Somalie et avertissait que des mesures urgentes devaient être prises pour empêcher la famine de se propager davantage. Le 3 août, le Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a annoncé que le seuil de famine avait été dépassé dans trois régions supplémentaires du sud de la Somalie, au Moyen-Chébéli, dans le couloir d'Afgoye où sont installées les personnes déplacées, et dans la communauté des personnes déplacées réfugiées à Mogadiscio.

À travers tout le pays, 3,7 millions de personnes sont dans une situation de crise, et 3,2 millions d'entre elles, dont 2,8 millions se trouvant dans le centre-sud de la Somalie, ont besoin d'une aide vitale sur-le-champ. C'est deux fois la population entière de Manhattan. Les enfants sont les plus touchés par la crise, et on estime que 1,25 million d'enfants dans tout le sud de la Somalie ont un besoin urgent d'aide vitale. Des dizaines de milliers d'enfants sont déjà morts, et de nombreux autres vont mourir dans les prochains jours si une aide ne leur est pas fournie.

Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est supérieur à 4 pour 10 000 par jour dans toutes les régions méridionales, et il culmine à 13 pour 10 000 par jour dans les régions fluviales et agropastorales du Bas-Chébéli, ainsi que parmi les personnes déplacées ayant trouvé refuge à Afgoye et à Mogadiscio. Je tiens à illustrer ce que signifie concrètement un taux de mortalité de 13 pour 10 000 par jour. Cela veut dire qu'au moment d'aller me coucher ce soir, 13 personnes, dont six enfants de moins de 5 ans, seront mortes, et que demain, 13 mourront encore. Et ce scénario se reproduira le jour d'après à moins que nous n'inversions la tendance. Et ces données concernent une seule communauté de 10 000 personnes. Comme nous le savons tous, le nombre total de personnes déplacées est de loin supérieur à celui enregistré dans les zones où règne la famine.

D'après le Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition, la situation actuelle représente la plus grave crise humanitaire dans le monde aujourd'hui et la pire crise de sécurité alimentaire en Afrique depuis la famine qui a frappé la Somalie en 1991-1992. Nous ne nous trouvons pas encore au plus fort de la crise, une aggravation de la situation semblant probable en raison des taux très élevés de malnutrition aiguë et de mortalité chez les enfants âgés de moins de 5 ans, auxquels risquent de s'ajouter une poursuite de la hausse des cours des céréales au niveau local et une mauvaise récolte durant la saison des pluies.

La sécheresse a entraîné des déplacements à grande échelle en Somalie et un afflux de réfugiés au Kenya et en Éthiopie. Une centaine de milliers de personnes, fuyant la sécheresse et la famine, seraient arrivées à Mogadiscio au cours des deux derniers mois seulement, à la recherche de nourriture, d'eau et d'un abri. Outre les 370 000 personnes déplacées qui se trouvaient déjà dans la capitale, à ce jour, le nombre total de personnes déplacées en Somalie s'établirait à 1,5 million de personnes, dont 410 000 environ vivant le long de la route de 15 kilomètres qui forme le couloir d'Afgoye en dehors de Mogadiscio.

Depuis le 1er août environ, 1 500 réfugiés somaliens traverseraient chaque jour la frontière pour se rendre au Kenya. En Éthiopie, le nombre de réfugiés a diminué, passant de plus d'un millier à 270 personnes par jour en moyenne.

Il est indispensable de mener une action plurisectorielle de grande ampleur pour prévenir d'autres décès, la destruction des moyens d'existence et un effondrement social. Les secours en matière de santé sont aussi importants que la fourniture d'une aide alimentaire ou que l'alimentation thérapeutique, notamment parce qu'avec le début de la saison des pluies en octobre, le risque d'épidémie pourrait augmenter en raison d'un manque d'accès à l'eau potable.

Ces dernières semaines, des progrès ont été faits s'agissant d'accélérer les interventions. Par exemple, le 4 août, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a annoncé qu'il intensifierait les opérations d'urgence dans le centre et le sud de la Somalie pour venir en aide à plus d'un million de personnes touchées par la sécheresse et le conflit. Le CICR est la seule organisation autorisée à distribuer de la nourriture dans les zones contrôlées par Al-Chabab depuis la suspension des opérations du Programme alimentaire mondial, en janvier 2010.

Dans les zones sous le contrôle d'Al-Chabab, l'ONU et ses partenaires continuent de négocier avec les autorités locales et les communautés pour pouvoir accéder à de nouvelles zones et se rapprocher des personnes touchées. En juillet, suite aux missions d'évaluation conduites dans deux zones accessibles depuis peu dans la région de Gedo, où des sites de regroupement spontané de personnes déplacées surgissent en même temps que les déplacements augmentent, nous avons constaté une fourniture accrue de l'aide vitale à ceux qui en ont le plus besoin, y compris, par exemple, un programme de fourniture de rations humides qui permet de distribuer 25 000 repas par jour pendant cinq jours à compter du 2 août.

L'UNICEF lance de nouveaux appels de fonds pour appuyer les centres d'alimentation complémentaire, les centres de stabilisation et les centres d'alimentation thérapeutiques existants. La distribution systématique de suppléments alimentaires doit par ailleurs commencer cette semaine, les activités menées dans les régions touchées par la famine, notamment le Bas-Chébéli, étant prioritaires. Les fournitures disponibles permettront de venir en aide à environ 154 000 personnes.

Depuis le 27 juillet, 97 tonnes de produits ont été acheminées par pont aérien jusqu'à Mogadiscio, Gedo et le Bas-Djouba, pour secourir pendant un mois près de 34 000 enfants de moins 5 ans souffrant de malnutrition. Des biscuits protéinés ont également été acheminés par pont aérien dans les régions de Gedo et du Bas-Djouba pour nourrir 60 000 personnes.

Des campagnes de vaccination d'urgence contre la rougeole, pour plus de 72 000 enfants âgés de 6 mois à 15 ans, sont menées dans les districts accessibles de la région de Gedo, tandis que des négociations sont en cours avec les autorités locales en vue d'accéder à de nouvelles zones. Une campagne de vaccination contre la rougeole ciblant 40 000 enfants de moins de 5 ans a été menée à Mogadiscio. En outre, une campagne sanitaire de vaccination contre la rougeole et la poliomyélite ciblant 215 000 enfants de moins de 5 ans a été menée le long de la frontière entre la Somalie et le Kenya.

Dans le sud et le centre de la Somalie, près de 340 000 personnes ont bénéficié d'activités d'assainissement. Des opérations liées à l'eau, notamment la remise en état de puits de forage et l'acheminement d'eau par camion-citerne, ont atteint plus de 817 000 personnes.

À Mogadiscio, cette semaine, pour la première fois depuis cinq ans, un avion-cargo affrété par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés transportant 31 tonnes de matériel pour la construction d'abris et près de 2 500 trousses d'aide d'urgence pour des milliers de personnes déplacées, a atterri dans la capitale.

Les opérations humanitaires restent toutefois difficiles à Mogadiscio et l'intensification des activités prend du temps. Les agents humanitaires évaluent encore l'impact du retrait d'Al-Chabab de Mogadiscio. Nous ne savons pas encore avec certitude si ce retrait est définitif ou s'il s'agit d'un changement de tactique de la part d'Al-Chabab, ni de quelle manière ce nouveau scénario affectera la situation générale en matière de sécurité et notre capacité de fournir une aide humanitaire.

En outre, les autorités civiles locales ne disposent toujours pas de moyens suffisants pour faciliter l'acheminement de l'aide et garantir la sécurité dans les camps de personnes déplacées. Vendredi dernier, par exemple, 10 personnes ont été tuées par balle sur un site pour personnes déplacées dans la zone contrôlée par le Gouvernement fédéral de transition et la Mission de l'Union africaine en Somalie, lorsque des milices de clans locaux ont tenté de piller des ressources destinées aux personnes déplacées.

En début de semaine, le 8 août, le Coordonnateur de l'action humanitaire a rencontré le Premier Ministre à Mogadiscio, en présence de représentants du Département de la sûreté et de la sécurité, du Programme alimentaire mondial (PAM), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH), pour parler de l'intensification du programme humanitaire et de l'amélioration de la situation en matière de sécurité dans les sites pour personnes déplacées.

La semaine dernière, le Gouvernement fédéral de transition a créé l'Agence de gestion des catastrophes pour coordonner la fourniture de l'aide humanitaire. Le Premier Ministre a une nouvelle fois assuré la délégation de l'ONU que le Gouvernement serait en mesure de négocier un accès sûr pour faciliter l'acheminement de l'aide dans les camps. Toutefois, un appui technique restera nécessaire et le BCAH assure maintenant un suivi, avec l'Agence de gestion des catastrophes pour améliorer les échanges d'information en ce qui concerne la fourniture de l'aide.

Au stade actuel, il est absolument essentiel de renforcer les capacités des autorités locales pour assurer une bonne coordination des activités entre les acteurs humanitaires et le Gouvernement et veiller à ce que le Gouvernement s'acquitte pleinement de ses responsabilités en matière de protection de la population civile.

Pour terminer, je voudrais faire quelques observations sur le financement des programmes humanitaires. À ce jour, 46 % des fonds demandés dans le cadre de l'Appel global des Nations Unies pour la Somalie ont été versés. Les partenaires humanitaires ont encore besoin de plus de 560 millions de dollars pour fournir une aide vitale. Dans la région, nous avons encore besoin d'urgence d'un montant de 1,3 milliard de dollars pour sauver des vies. Les donateurs se sont engagés à ce jour à verser plus d'un milliard de dollars pour financer ces opérations et continuent de faire des promesses de contributions. Nous leur en sommes très reconnaissants, en particulier durant cette période difficile sur le plan économique. Néanmoins, l'ampleur des souffrances humaines en Somalie aujourd'hui exige des efforts supplémentaires.

Malgré la difficulté à travailler dans un des pays les plus ravagés par un conflit qui soit, nous ne pouvons pas abandonner ces personnes à leur sort. Nous devons intensifier notre action, et les ressources requises pour appuyer cet effort doivent être fournies.

Chaque jour compte. Nous pensons que des dizaines de milliers de personnes sont déjà mortes. Des centaines de milliers d'autres risquent à tout moment de mourir de faim. Nous pouvons agir pour empêcher qu'encore davantage ne meurent et garantir la survie de ceux qui sont sur le point de mourir.

Il faut absolument mener dans l'immédiat une action plurisectorielle de grande ampleur pour sauver des vies et rétablir des moyens d'existence à moyen terme. Nous continuerons d'exhorter les donateurs à fournir les ressources nécessaires pour faire face à cette crise. Les besoins d'assistance devraient subsister jusqu'à la fin de cette année, sinon au-delà.

Comme nous l'avons souligné ces dernières semaines, il s'agit de la plus grave crise alimentaire dans le monde aujourd'hui. Nous devons lui donner le caractère d'urgence qu'elle requiert.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie Mme Bragg de son exposé.

Il n'y a pas d'autre orateur inscrit sur ma liste. J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 10 h 40.